

PRÉSENTATION

par Alain Caillé

« On croit d'abord qu'on travaille pour soi ; on se figure ensuite qu'on travaille pour sa femme ; on est persuadé plus tard qu'on travaille pour ses enfants ; on s'aperçoit en fin de compte que, pendant tout ce temps, on a travaillé pour travailler. »

Auguste DETEUF, *Propos d'Oscar Barenton confiseur*¹.

On nous annonçait hier la fin du travail. Aujourd'hui, la croissance revenue, on nous dit que le plein emploi (ou presque) est pour demain – même s'il est vrai que depuis ces tout derniers temps, la tonalité a encore changé. Hier, face à la pénurie des emplois salariés, l'objectif semblait être, pour compenser un salariat privé ou public incapable d'absorber toute la population active, de faire advenir une société non plus tant salariale que « de pleine activité », misant sur un fort investissement dans les activités associatives et le tiers secteur. Aujourd'hui, comme au temps des Trentes Glorieuses, seul l'emploi salarié semble à nouveau en mesure d'apporter estime et réalisation de soi. Après une période de doute, la société du travail et de la croissance serait enfin de retour, et ce serait tant mieux².

Mais est-il sûr que ce soit toujours du même travail qu'il s'agisse ? qu'entre celui qu'on voit s'« effriter », comme le dit Robert Castel – le travail statutaire assorti de multiples garanties – et le travail sans qualités, précaire et jetable qui se développe, il y ait une véritable continuité ? Au-delà des querelles statistiques sur l'ampleur prévisible du chômage dans les années à venir, le véritable problème posé et qui reste essentiel, celui qui opposait en sourdine les partisans supposés de « la fin du travail » et leurs pourfendeurs, est celui qui porte sur la valeur intrinsèque et la désirabilité du travail et/ou du salariat. Le travail implique la pénibilité, le salariat la subordination. Pourtant, c'est *par* l'accès au travail salarié que le plus grand nombre entend se libérer. Ce qui n'empêche pas de désirer aussi *s'en* libérer afin de garder le plus de temps possible pour soi. Contradiction ? Manifestement, la relation de travail est lourde d'énigmes multiples dont l'examen impose un détour anthropologique seul à même d'éclairer la question qui sous-tend tous les débats d'actualité : travailler est-il (bien) naturel ?

1. Éditions d'organisation, 1989 [p. 85].

2. Pour l'essentiel, ces lignes ont été écrites avant l'été 2001. Depuis, les choses ont encore changé. Dès la fin de l'été, on sentait s'amenuiser singulièrement les espoirs placés dans la reprise. Et, après le choc du 11 septembre, plus personne ne sait de quoi demain sera fait. Sur aucun plan.

LE TRAVAIL INCERTAIN

Ambivalences du travail aujourd'hui

Libérateur et aliénant, absorbant, impliquant à l'excès et du coup passionnant, mais tout autant épuisant, creux et vide de sens; inévitable, inéluctable, indispensable tant économiquement que socialement, mais en même temps insupportable, objet de détestation croissante, lieu d'humiliation et de harcèlement, le travail est aujourd'hui au foyer de toutes les ambivalences. Ce qu'attestent en effet avec une grande force les articles reçus par *La Revue du MAUSS* à l'occasion de ce numéro, c'est que le travail ultratemporein devient indéfinissable, et qu'avec ce brouillage de plus en plus évident du sens et du statut qu'il revêt aujourd'hui, ce sont toutes les catégories économiques et politiques traditionnelles qui se brouillent également. Et avec elles toutes les catégories existentielles aussi bien. De cette mutation radicale, extraordinairement contrastée, qui laisse sur un sentiment d'indétermination et d'indécidabilité (est-il bon, est-il mauvais ?) bien déconcertant, *Michel Lallement* dresse un tableau très complet, informé et systématique. Très honnête également : le sociologue du travail patenté ne nous cache rien de la perplexité dans laquelle les évolutions récentes le plongent. Leurs caractéristiques objectives principales ne sont pas trop difficiles à fixer et sont désormais bien connues de tout le monde. Sur fond d'un chômage structurel important – dont personne ne peut garantir qu'il soit en effet surmonté –, la condition salariale statutaire, protégée par les lois, les conventions et les règlements, et qui garantissait à tous position sociale définie et sécurité professionnelle et personnelle, s'est massivement délitée pour laisser de plus en plus la place au travail jetable, précaire, flexible, taillable et corvéable à merci. La norme d'efficacité et d'astreinte au travail, la subordination se font chaque jour plus fortes, alors que sur l'autre plateau de la balance, les rémunérations ne suivent pas – comme en atteste la multiplication des *working poors*, les travailleurs pauvres – et qu'au nom de la liberté, la surimposition au travail ne se voit (ré)compensée par aucune stabilité de l'emploi.

Faut-il dès lors tout mettre en œuvre pour retrouver et réinstaurer l'ancienne norme salariale ? Dans son article très convaincant, iconoclaste et qui devrait faire du bruit, l'ancien directeur d'*Alternatives économiques*, *Denis Clerc*, renvoie dos à dos les mythologies de gauche et les mythologies de droite qui s'affrontent sur ce point. Mythologies de droite, celles qui croient voir s'ouvrir devant nous un avenir radieux où les travailleurs libérés des carcans institutionnels deviendraient tous des entrepreneurs assoiffés d'aventure. Mythologies de gauche, celles qui ne voient dans les évolutions actuelles que le signe de la sortie hors du paradis perdu du salariat institutionnel en oubliant trop vite les surexploitations d'hier et le fait qu'en francs constants, le SMIC net de 1960 était de 2 300 francs d'aujourd'hui. L'équivalent du RMI actuel...

Il n'en reste pas moins que du bas jusqu'en haut de l'échelle, comme l'analyse si finement Richard Sennett, le travail devient « sans qualités » (*Le travail sans qualités*, Fayard, 2000). Il se vide de toute dimension de socialité et de sociabilité, de la charge éthique et symbolique qui pénétraient encore l'univers salarial et contribuaient à sa consistance et à son sens. Mais, symétriquement, c'est au contraire et désormais la norme de travail et d'efficacité économique qui imprègne la sphère du non-travail, rendant de plus en plus problématique l'opposition classique du travail et du loisir, du métier et de la vie familiale ou personnelle.

Tout se passe de plus en plus aujourd'hui comme si s'était instaurée une sorte d'irréversibilité qui fait de plus en plus ressembler l'emploi salarié à une sorte de piège, de nasse, dans laquelle il n'est pas plus possible de demeurer agréablement et de s'épanouir – puisque les pores de la journée de travail qui autorisaient une respiration en sont systématiquement pourchassées – qu'il n'est possible de s'en dégager³. Ce point est admirablement mis en lumière par le récent livre de Robert Reich⁴, l'ancien ministre américain du Travail de Clinton, par ailleurs universitaire et remarquable analyste des tendances du mégacapitalisme contemporain. Ce qui rend son livre particulièrement parlant et significatif, c'est qu'il relate une expérience personnelle aisément compréhensible par tout le monde. Soudain frappé de stupeur en entendant son très jeune fils lui demander quand il le reverrait, R. Reich s'aperçoit qu'il n'est en effet plus jamais chez lui, que toute sa vie est happée par des obligations professionnelles, indubitablement passionnantes et légitimes dans son cas, mais qui ne l'en privent pas moins d'une dimension de la vie encore plus essentielle que le travail. Aussitôt il démissionne et se lance dans une enquête visant à mesurer le degré de généralité de la situation de surimplication au travail dont il vient courageusement de s'extraire et à évaluer les moyens qui s'offrent à ceux qui comme lui tenteraient de rééquilibrer vie professionnelle et vie personnelle. Les résultats de son enquête sont tout sauf encourageants. Ils établissent que si au coup par coup certains Américains parviennent à découvrir des solutions plus ou moins viables, il n'y a à peu près aucun moyen général ou généralisable de se dégager de la surimplication laborieuse. Les États-Unis, explique R. Reich, ont développé des normes de durée et d'intensité de travail très supérieures à ce qui a jamais existé, et ces nouvelles normes sont en train de s'imposer à l'échelle mondiale. Sauf à basculer dans la marginalité et l'exclusion, personne, sauf cas exceptionnel, ne peut plus s'y soustraire. S'impose dans toute sa puissance la force inexorable du destin puritain et travailleur. On connaît la conclusion désabusée de Max Weber à la fin de son célèbre ouvrage *L'Éthique*

3. À l'autre bout de la société, parfois parmi des populations très voisines, le nombre de ceux qui ne parviennent, au contraire, à aucune insertion pérenne et assurée dans le marché de l'emploi, ne diminue pas malgré le retour de la croissance. D'un côté, donc, ceux qui sont happés par le travail, de l'autre ceux qui sont quasiment crachés par lui.

4. *Futur parfait*, Village mondial, 2001.

protestante et l'esprit du capitalisme dont la pertinence s'avère chaque jour plus grande : « Le puritain voulait être un homme besogneux – et nous sommes forcés de l'être⁵ ». C'est plus vrai que jamais. Le seul espoir que semble conserver R. Reich (comme dans d'autres domaines J. Rifkin) est que la vieille Europe parvienne à résister à cette hystérie.

Pour savoir si elle a une chance d'y parvenir, il importe de mieux comprendre les ressorts et les raisons de l'hypertravail et du déclin du hors-travail. *André Gorz* comme *Pierre Veltz* observent qu'une des ressources les plus précieuses des entreprises est constituée par les connaissances non techniques, culturelles ou relationnelles de leurs employés, par leur savoir-faire et leur maîtrise des interactions. Or ce savoir est fait de leur subjectivité, il est indissociable de ce qu'A. Gorz appelle la production de soi. Le capital humain n'est rien d'autre que l'appropriation par les entreprises de cette production de soi qui, à son tour, s'organise selon la transformation de chacun en entrepreneur de soi-même, avant tout soucieux d'assurer son « employabilité » à long terme. De même P. Veltz note que, à l'extrême opposé du taylorisme, désormais « ce qui importe aux entreprises, c'est ce qui distingue un salarié de ses collègues ». En conséquence certains analystes pensent le management « comme l'art de prescrire la subjectivité ».

On comprend mieux dans ces conditions l'érosion de l'opposition classiquement structurante du loisir et du travail, du temps pour soi ou pour les siens, et du temps pour l'entreprise ou pour le bureau. Sous le régime du mégacapitalisme, qui fait flèche de tout bois, et qui accumule une puissance indissociablement économique, financière, politique, culturelle, sportive ou artistique, tout est bon, tout est ressource, et la sphère de la vie quotidienne (Habermas), le registre de la socialité primaire apparaissent comme les seules ressources, les seules poches de gratuité encore colonisables et appropriables. Et symétriquement, tout ce qui était jusque-là fait pour soi-même, pour le plaisir, par devoir, par passion ou par compassion, devient d'autant plus précieux et capitalisable qu'il y subsiste encore une part de gratuité. S'il est si difficile de limiter l'emprise du travail sur nos existences, c'est que vie quotidienne et socialité primaire font de moins en moins sens par elles-mêmes et sont de plus en plus privées de capacité d'autoreproduction.

Fin de « la fin du travail » et solidarités nouvelles ?

Il serait cependant trop simple d'en rester à une analyse qui se bornerait à souligner le triomphe du mégacapitalisme sur un capitalisme ancien, plus ou moins social-démocratisé, qui savait garder certains secteurs à l'abri de l'omnimarchandisation. *Volens nolens*, nous acceptons cette domination.

5. Plon, 1964 [p. 245-250]. Et Weber ajoutait : « Selon les vues de Baxter [un prédicateur protestant], le souci des biens extérieurs ne devait peser sur les épaules des saints [les puritains] qu'à la façon d'un "léger manteau qu'à chaque instant l'on peut rejeter". Mais la fatalité a transformé ce manteau en une "cage d'acier". »

Assurément, il y a un peu partout des poches de résistance. Résistance? Tout le monde aujourd'hui se dit résistant, sans trop savoir à quoi. À cette hégémonie du travail et du mégacapitalisme certainement. Mais il reste à comprendre cette alliance du capital et du travail – plus qu'une alliance : une fusion-absorption – et les raisons pour lesquelles s'il y a tant de résistants en paroles, il y en a si peu en actes. C'est ici qu'il faut commencer à basculer du registre des faits plus ou moins objectifs à celui de l'interrogation de la signification que nous prêtons au travail. Ou plutôt, que nous ne lui prêtons plus. Qui le dit mieux que *Jan Marejko*? Notre monde du travail-capital est devenu « alogal », il ne « parle » plus. En d'autres termes, la main invisible est devenue également muette. Le travail a été chargé, surchargé de sens durant tout le processus de la modernisation. Il était moyen de se rapporter à la promesse, incarnation du principe Espérance, comme le montre bien ici *Arnaud Berthoud*, signe du salut dans l'au-delà, gage du bonheur ici-bas, vecteur de la démocratie ou annonciateur de lendemains qui devaient chanter. Or désormais le travail, devenu « alogal », sert surtout à faire oublier la parole et la pensée. Tout plutôt qu'un pouvoir qui s'établirait sur une parole, tout sauf la parole, et plutôt une domination marchande universelle qu'un pouvoir incarné, semblons-nous penser. Plus de Dieu, de pharaon, de monarque, de tyran à qui parler. Comment parler à l'ONU, à l'OCDE, au FMI, à la Banque mondiale? Lié à la parole, le travail devait permettre d'aller quelque part. Aujourd'hui, observe Jan Marejko, « nous nous acharnons (même) à travailler pour ne plus aller nulle part et, inversement, nous ne voulons plus aller nulle part afin de mieux travailler ». Nous avons inscrit toutes nos espérances eschatologiques dans le lieu même où elles ne peuvent pas faire sens, dans la sphère du travail sans phrases.

Dès lors le débat sur « la fin du travail » perd beaucoup de son acuité et de son intérêt. Il reposait en effet sur la confusion plus ou moins volontairement entretenue entre deux questions bien distinctes : 1) celle, économique, de savoir dans quelle mesure la croissance économique suffira dans les années et les décennies à venir à fournir un emploi à tous, sous quelles formes et dans quelles conditions ; 2) celle, plus anthropologique, historique et sociologique, de la désirabilité intrinsèque du travail. Ceux qui émettaient des doutes sur la capacité du salariat privé et/ou public à offrir un emploi stable et régulier à tous et qui par ailleurs faisaient observer qu'il n'y a qu'assez peu de temps que toute activité sociale s'est vue pensée sur le modèle et sous l'égide du travail, se sont vite fait taxer d'être des partisans de « la fin du travail » ; autrement dit de souhaiter qu'il n'y ait pas assez d'emplois pour tout le monde... Faux procès s'il en est puisque c'est au contraire le côté dramatique selon eux de la privation d'emploi qui les motivait généralement à s'interroger sur d'autres possibles que celui du salariat institutionnel !

Car *Philippe d'Iribarne* a évidemment raison : ce n'est pas parce que les citoyens grecs ou les rentiers du XIX^e siècle étaient glorifiés au *pro rata* de leur abstention du travail qu'il serait permis d'en déduire qu'est enviable

aujourd'hui le sort de ceux à qui on refuse du travail alors qu'ils le désirent et qu'ils en ont besoin pour vivre, économiquement et socialement ! Mais, symétriquement, comme le montre *Dominique Méda*, une des principales cibles des vertueux opposants aux supposés hérauts de « la fin du travail », ce n'est pas parce que le besoin de travail (et de salaire...) devient de plus en plus prégnant qu'il faut accepter de subsumer toutes les activités sociales sous la catégorie du travail et cesser de poser les vraies questions : comment mieux articuler les temps sociaux, comment rééquilibrer les temps de travail entre chômeurs, temps partiels subis, statuts précaires et tous ceux qui bénéficient de statuts stables, ou rééquilibrer les investissements de travail entre hommes et femmes ?

De même, renvoyant dos à dos ceux qui voudraient faire de tous les salariés des entrepreneurs – aptes à faire faillite... – et ceux qui croient que la diminution du temps de travail et l'accès au hors-travail pourraient susciter spontanément citoyenneté active, participation sociale et libre épanouissement individuel, *Jean-Louis Laville* conclut son analyse très synthétique en notant que « la société de plein emploi et de pluriactivité est à inventer, et passe par une réduction collective et négociée du temps de travail et une légitimation du travail non marchand [...] un aménagement du temps et de l'espace favorisant des loisirs peu coûteux, une meilleure communication sur les possibilités offertes par le tissu associatif », etc.

Que ce débat ne soit nullement académique, c'est ce qui apparaît vite si l'on se rappelle qu'il concerne très directement la question du sort fait et à faire à ceux ou celles qui se retrouvent structurellement écartés du marché de l'emploi, et dont tous les observateurs notent que le nombre ne diminue nullement malgré le retour de la croissance. Ce numéro du MAUSS ne revient pas directement sur la question si controversée du revenu minimum inconditionnel⁶, parce qu'elle est traitée très systématiquement dans un livre qui vient de paraître, *Refonder la protection sociale. Libre débat entre les gauches*⁷, où Jean-Michel Belorgey, résumant son rapport au Premier ministre, s'ouvre au débat critique avec Alain Caillé, Robert Castel, Denis Clerc, Pierre Concialdi, Thomas Coutrot (AC!), Annie Dreuille (Maison des chômeurs de Toulouse), Michel Jalmain (CFDT), Jean-Louis Laville, Pierre Roger (CGT) et Claire Villiers (AC!). Bornons-nous à signaler l'important apport à cette discussion que représente l'article d'*Hélène Zajdela*. Prenant par le travers le débat qui fait rage au sein de la gauche sur la question de savoir s'il existe des « trappes à chômage » où seraient enfermés les plus démunis, dissuadés de chercher un emploi par la faiblesse du différentiel entre revenu minimum et salaire d'embauche, *Hélène Zajdela* montre ainsi que

6. Abordée en détail dans *La Revue du MAUSS semestrielle* n° 7, 1^{er} semestre 1996, « Vers un revenu minimum inconditionnel ? ».

7. Paru aux éditions La Découverte-Syros en septembre 2001. J'ai la faiblesse de croire que la vision des choses que nous défendons dans cet ouvrage, Jean-Louis Laville et moi-même, en guise de conclusion [p. 181-194], est suffisamment raisonnable pour rallier nombre de suffrages...

l'essentiel des problèmes tient au fait que « le développement de l'emploi à temps partiel a pernicieusement déplacé la norme sociale de référence à un demi-SMIC » ; et elle conclut que, plutôt que d'inciter les bénéficiaires du RMI à accepter de mauvais emplois, il vaudrait mieux lutter contre le développement des travailleurs pauvres et rétablir une norme d'emploi qui rende le travail à nouveau payant. En attendant, il est permis de considérer que les fameuses « trappes à chômage », *i.e.* le refus d'accepter un travail mal payé, jouent aujourd'hui le rôle de protection que le SMIC ne joue plus. Cependant, comme le suggère *Rainer Zoll* dans un article qui fait bien utilement le point sur la genèse et l'état actuel de la notion de solidarité, toute évolution positive suppose l'apparition d'un nouvel esprit de solidarité qui permette de prendre quelque distance face à la frénésie du travail sans fin – au double sens du mot fin – qui s'empare de plus en plus de nous.

Mais « nous » : qui « nous » ? Uniquement les Occidentaux modernes ? et depuis combien de temps ? Et si ce modèle s'étend peu à peu à la planète entière, est-ce uniquement par l'effet d'une domination matérielle exercée par l'Occident (et aujourd'hui au premier chef par les États-Unis), ou n'est-ce pas parce qu'il y a de toute éternité, anthropologiquement, ontologiquement, une dimension du travail qui est intrinsèquement liée à l'humaine condition ? Regardons-y d'un peu plus près.

AMBIGUÏTÉS D'UNE CATÉGORIE ANTHROPOLOGIQUE

Pour saisir la portée de la question posée, il n'est sans doute pas inutile de rappeler brièvement comment elle s'est trouvée formulée à diverses périodes des vingt années d'existence de *La Revue du MAUSS*, puisque cette dernière s'est trouvée étroitement liée à certains débats centraux en la matière. Une première période, celle du *Bulletin du MAUSS* approximativement, peut être qualifiée d'arendto-marxienne. L'opposition de Marx entre la soumission à l'empire des besoins et l'aspiration au royaume de la liberté qui doit se déployer, dans une société pleinement humaine, au-delà de l'économique, de l'utilitaire et des catégories marchandes, y est reprise et amplifiée à la lumière de certaines leçons de l'anthropologie économique et de la distinction opérée dans *Condition de l'homme moderne* par Hannah Arendt entre action, œuvre et travail. Du matériau rassemblé par Marshall Sahlins, par Pierre Clastres ou Jacques Lizot, de toute une série d'autres indices ou informations, il reste en effet possible de déduire que les sociétés humaines ne sont pas soumises d'emblée et toujours aux contraintes de la rareté matérielle, qu'elles ne songent pas d'abord et avant tout à produire et à accumuler des choses utiles. Qu'au contraire, comme l'avait déjà indiqué Georges Bataille, elles s'affranchissent des « limites de l'utile » et visent à la dilapidation symbolique des richesses, justement pour manifester leur écart à la nécessité matérielle et le refus de s'y plier. Le primat hiérarchique qu'elles affirment de la culture sur la nature se redouble du primat accordé à l'anti-

utilitaire sur l'utilitaire. Ce n'est pas seulement qu'on y « travaille » très peu (environ quatre heures par jour), si l'on entend par « travail » l'ensemble des activités nécessaires à la reproduction de la vie matérielle; c'est surtout qu'on refuse délibérément d'aller au-delà de ce temps de travail en étendant indéfiniment la sphère des choses réputées utiles à l'existence. De ce point de vue, on pourrait dire aussi bien que travailler n'est pas naturel ou qu'il l'est trop, que le travail est trop du côté de la nature et pas assez de celui de la culture, et que c'est à ce titre que son rôle doit être réduit au strict minimum. Idée renforcée par les analyses d'Arendt sur la perception antique du travail, le réservant aux esclaves pour mieux privilégier l'action, la capacité d'entreprendre en commun de belles aventures dignes de rester dans la mémoire des hommes.

Résumons : jusqu'à l'avènement des Temps modernes en Europe, dans le sillage de la Réforme, la certitude partagée par toutes les sociétés humaines est qu'il y a dans le travail quelque chose d'avilissant et qu'on n'est pleinement homme, libre, qu'à la condition d'y échapper peu ou prou. Seule la modernité démocratique fait du travail utile le noyau de toutes les vertus. Mais cette valorisation du travail utile est également celle du salariat, autrement dit d'une situation de subordination et d'exploitation. D'où la conclusion adoptée par le MAUSS : contre la défense à tout prix du travail par le marxisme institué et dominant à l'époque, curieusement retournée en apologie de fait de la subordination salariale, il est nécessaire de renouer avec la liberté des sauvages et des anciens face au travail – comme nous y encourageait le gendre de Marx, Paul Lafargue, dans son célèbre *Droit à la paresse* –, mais, bien évidemment, sans prétendre passer par pertes et profits la révolution démocratique moderne. La création d'un revenu de citoyen-neté à laquelle nous appelions⁸ dès 1987 apparaissait ainsi comme le moyen, dans le cadre d'une société qui se percevait encore comme une société d'abondance, d'aller au-delà des fondements utilitaristes étroits de la démocratie, et d'affirmer la pluralité des valeurs ultimes légitimes en posant comme également dignes de respect le choix de travailler beaucoup et de gagner de l'argent ou celui de travailler le moins possible et de vivre en se contentant de peu pour se vouer de préférence à l'action associative ou politique, à la contemplation, à l'art, au sport ou au *far niente*. Ou toute combinaison des deux envisageable et rendue possible par une révolution effective du temps choisi. C'est tout cet ensemble de positions et d'analyses que j'avais tenté de rassembler dans un article publié dans le n° 12 du *Bulletin du MAUSS* (4^e trimestre 1983) et qui est reproduit ici à titre de témoignage et de repère historique du débat.

Celui-ci allait changer de nature à partir des années quatre-vingt-dix, seconde période, parce que les temps avaient changé en profondeur. Souvenons-nous : lorsque le RMI fut créé en 1989, il apparaissait comme le

8. Dans *Le Bulletin du MAUSS* n° 23, « Au-delà de l'aide, la citoyenneté? » et aussi dans le n° 25 du même *Bulletin*.

moyen d'intégrer ou de réintégrer dans les cadres de la société d'abondance le petit nombre de ceux qui ne trouvaient pas parfaitement leur place au sein de l'ordre salarial institutionnel. Il semble d'ailleurs que la majorité des Français, à l'envers d'une classe politique et administrative frileuse, ait d'abord perçu ce revenu minimum comme un revenu inconditionnel. Et avec faveur. Dans une société riche, on n'allait pas supporter qu'il subsiste des îlots de pauvreté. Quelques années plus tard, le paysage mental et social s'était modifié du tout au tout. Le chômage de masse s'était installé. Du coup le développement du travail à temps partiel, la diminution du temps de travail ou l'instauration d'un revenu minimum inconditionnel n'étaient plus discutés comme des objectifs valant par eux-mêmes, mais comme des moyens susceptibles de contribuer à la réduction du chômage. Dans cette seconde période, le MAUSS se retrouva en pointe de toute une série d'actions ou revendications regroupant ceux qui, insatisfaits des médications libérales ou étatistes au sous-emploi, prônant une économie plurielle, défendaient l'idée que le remède au chômage de masse passait par la conjugaison de trois types de mesures : 1) une politique active de redistribution des emplois et de diminution du temps de travail ; 2) le développement du secteur associatif (ou tiers secteur, ou économie solidaire, ou quaternaire, etc.) ; 3) l'instauration d'un revenu minimum généreux, *i.e.* moins tatillon et bureaucratique que le RMI, irrévocable et cumulable avec d'autres sources de revenus⁹. Cette panoplie de mesures, jugées iconoclastes à l'époque, allait somme toute remporter un succès non négligeable. Au moins d'estime. La première se retrouvant à l'origine de la loi sur les 35 heures, la seconde à celle des emplois-jeunes et de la création d'un secrétariat d'État à l'économie solidaire. Seule la perspective d'un aménagement du RMI se heurte toujours à des oppositions farouches.

Il faudrait discuter longuement et précisément de la situation actuelle de chacune de ces trois séries de mesures. La loi sur les 35 heures atteint-elle ses objectifs (lesquels, d'ailleurs ? Créer de l'emploi, libérer du temps ou instaurer de fait une flexibilité du travail ?) et à quel prix ? La création d'un secrétariat d'État à l'économie solidaire change-t-elle vraiment la donne ? Etc. Tel n'est pas l'objet du présent numéro. Bornons-nous à noter un point essentiel : il y a de bonnes raisons de penser que, chacune à sa manière, les trois séries de mesures en question ne valent que si elles sont prises pour des buts en soi et non comme des moyens : diminuer le temps de travail pour récupérer du temps de vie et non pour diminuer le chômage, développer le secteur associatif parce qu'il est un ferment de démocratie et non pour y caser des chômeurs, instaurer des *minima* sociaux pour donner une vraie capacité de choisir les activités désirées et non pour contrôler, mal, des populations marginalisées et tenues de fait à l'écart du marché de l'emploi. Considérées comme de simples moyens de lutte contre le chômage, ces mesures

9. Sur cette perspective, cf. *Vers une économie plurielle*, par G. Aznar, A. Caillé, J.-L. Lavielle, J. Robin et R. Sue, Syros, 1997.

risquent fort non seulement d'être détournées de leur sens, mais aussi de n'avoir qu'une bien faible efficacité instrumentale dans la lutte contre le chômage.

Et aujourd'hui? Aujourd'hui, il semble difficile de s'en tenir aux positions propres aux deux périodes précédentes : la défense du hors-travail vu comme une fin en soi (parmi d'autres fins en soi, puisque pluralité des valeurs ultimes il doit y avoir), ou le développement choisi du hors-travail salarié vu comme moyen de lutte contre le chômage et l'exclusion pour autant qu'il soit valorisé pour lui-même. La situation est devenue trop complexe, enchevêtrée, illisible pour cela. Le double enfermement symétrique et croisé de ceux qui ne peuvent pas sortir du travail, même lorsqu'ils sont chez eux, et de ceux qui ne peuvent pas y entrer, même en partant de chez eux, aboutit, pour des raisons opposées mais complémentaires, à la dissolution de l'opposition centrale du travail et du loisir. En un mot : le monde du hors-travail ne fait plus sens par lui-même, mais celui du travail non plus. D'où la difficulté d'émettre quelque proposition générale que ce soit.

Naturalité ou artificialité du travail ?

Face à cette dissolution des repères habituels, il est toutefois permis de se demander s'il n'y a pas intrinsèquement dans l'acte de travail lui-même un principe structurant qui fait qu'au moment où toutes les valeurs sociales et politiques se brouillent, où la culture du non-travail peine à s'inventer ou se réinventer en dehors de sa réduction à la consommation marchande – qui voue elle aussi au travail puisqu'il faut bien gagner les moyens de consommer –, le travail apparaît comme le seul et ultime recours contre l'insignifiance. C'est sans doute cette conviction qui animait les farouches opposants à d'imaginaires « défenseurs de la fin du travail » dans les débats d'hier. C'est elle qui anime toute la partie de ce numéro consacrée à l'anthropologie du travail. Faut-il s'en tenir à l'opposition d'Arendt entre travail et action – voire en rajouter sur elle comme *Jean-Luc Boilleau* – et critiquer le travail au profit de l'œuvre et de l'action? Faut-il, comme *Françoise Gollain* ou *Annie Jacob*, voir dans le travail et dans la soumission au travail le résultat de l'invention et de la construction historique du salariat? Ou faut-il, au contraire, comme *Yolande Benarrosh* et *François Vatin*, reconnaître qu'il y a dans le travail, parce qu'il est affrontement à la nécessité, une dimension structurante dont nul ne pourrait se passer? Pour Jean-Luc Boilleau, seules sont belles, « kalo », dignes d'estime, la rivalité agonistique, la dépense d'énergie sans finalité et donc radicalement non utilitaire. Parce qu'utile, au contraire, le travail est laid, « kako ». François Vatin, à l'inverse, se plaît à rendre manifeste dans le travail la part de rivalité avec la nature. Le travail, sous sa plume, apparaît en somme comme l'*agôn* véritable. Et l'amour du travail bien fait, du bel objet technique, comme une sorte de paroxysme du don, pourrait-on ajouter. Y. Benarrosh de son côté, à la suite des analystes marxistes Yves Clot et Yves Schwartz, insiste sur l'idée « qu'il y a de l'action dans l'acti-

tivité même la plus prescrite », dans le travail, dans la mesure où il y a « initiative et investissement de soi, c'est-à-dire souci de bien faire ». D'où les difficultés qui menacent selon elle l'économie solidaire ou l'idée d'un revenu minimum inconditionnel pour autant qu'elles ne prêtent pas assez attention à cette nécessité du travail et visent au développement d'une libre activité dans le cadre d'un entre-soi insuffisamment socialisant.

On le voit, c'est le tranchant des distinctions arendtiennes entre travail, œuvre et action qui est ainsi mis en question. *Alain Caillé* – à l'instar de *Chantal Mallet* d'une façon plus lapidaire – reproche ainsi à J.-L. Boilleau une opposition infiniment trop dichotomique – et d'autant plus qu'elle s'est débarrassée du concept d'œuvre –, qui le force en fait à réintroduire dans le travail la part d'action qu'il en a expulsée d'emblée et par principe. À lire la bien utile mise au point de *Philippe Rospabé* sur la signification du travail chez les Maenge de Nouvelle-Bretagne, éclatée en trois séries d'idées irréductibles – la dépense d'énergie, la mise en ordre ou les actes accomplis en vue d'obtenir un effet déterminé –, on se dit que c'est la trichotomie arendtienne qu'il faudrait de part en part remettre au rouet¹⁰. La première conclusion qui ressort de toute cette discussion est que nous manquons cruellement d'un concept de travail un tant soit peu assuré sur ses bases ; et qu'aussi longtemps que ce sera le cas, les affrontements entre partisans ou adversaires du travail et de sa fin resteront parfaitement stériles, et nombre de clivages apparents des plus artificiels. Tous sont également hostiles au travail si le mot désigne une activité imposée proche de l'esclavage et favorables au travail si on entend par là une activité librement choisie.

C'est en dehors de ces cas d'école extrêmes et rares que les vraies questions commencent à se poser. La question centrale est sans doute celle qu'évoque Y. Benarrosh à partir d'une citation de Claude Lefort : « C'est lorsque l'activité se fait travail qu'elle fixe sa signification, qu'elle procure la dimension de l'objectivité et de l'extériorité en rendant sensible l'enchaînement en soi d'une intention et d'un résultat, et enfin qu'elle détourne d'un débat centré sur le rapport de l'homme à l'homme pour faire surgir une finalité qui n'était pas donnée par leur simple coexistence. En d'autres termes, le travail suppose dans les conduites un détour, une sorte de mise à

10. Comme dans toutes les discussions de ce type, pour ne pas s'enfermer dans le cercle herméneutique (vieux) qui consiste à chercher un concept universel sur la base d'exemples historiques particuliers qui ne sont pourtant identifiables qu'à partir du concept universel recherché, il est indispensable de distinguer – pour le dire dans le jargon hégéliano-marxiste – entre un concept substantiel (universel) et un concept formel (historicisé) du travail. La discussion menée par Rospabé montre bien qu'il existe entre la conception maenge et la nôtre certains points communs, qui pointent en direction d'un universel substantiel du travail – qui reste à dégager –, mais aussi des différences évidentes qui tiennent au fait, comme le montre bien Dominique Méda, que la modernité a une forte tendance à subsumer toutes les activités sous la seule catégorie du travail. Ce qui est « construit » historiquement, ce n'est donc pas le concept substantiel de travail, universel et « naturel » par hypothèse, c'est son extension. De même il ne faut pas confondre le sens intrinsèque du travail avec le sort et la légitimité réservés en général à ceux qui sont désignés socialement comme les travailleurs.

distance d'autrui, grâce à quoi l'élaboration de quelque chose de nouveau, qui figure en soi une relation neutre, peut s'accomplir » (*Les formes de l'histoire*, Gallimard, 1978). Notre question ainsi se déplace. Elle n'est plus de savoir si le travail est naturel ou pas, beau ou laid, estimable ou indigne, seule activité intrinsèquement structurante ou non, mais de savoir si aujourd'hui, il existe d'autres sphères de l'activité sociale qui permettent de faire l'expérience et l'apprentissage de « la dimension de l'objectivité et de l'extériorité » qui détourne du seul rapport intersubjectif (de l'imaginaire, diraient les psychanalystes) et de faire advenir une relation neutre à travers laquelle il puisse être procédé à l'élaboration de quelque chose de nouveau.

Toutes les discussions antérieures, que nous rappelions et que reprend ce numéro de *La Revue du MAUSS*, conservent leur sens : quel concept de travail adopter ? et dans quel rapport avec celui d'activité ou d'action ? Comment penser la place faite dans l'histoire à ceux qui travaillent ? les liens entre travail et démocratie ? Le travail doit-il être subordonné à d'autres valeurs, et lesquelles, ou représente-t-il une valeur en définitive supérieure aux autres comme le veut une certaine tradition marxiste pas si éloignée que cela du puritanisme et du libéralisme économique ? Etc. Ou encore : dans quelle mesure le travail ou la force de travail peuvent-ils, doivent-ils être réduits au statut de marchandise ? On connaît le sort de cette question chez Marx et chez Karl Polanyi. Dans une admirable étude d'histoire de la pensée, *François Vatin* montre comment ce questionnement prend racine chez les auteurs français de la première moitié du XIX^e siècle, et notamment chez Eugène Buret. Mais ces questions qui faisaient d'abord sens dans le cadre de l'opposition héritée de l'Antiquité entre travail et temps libre, *skholè/otium*, doivent être reprises dans le cadre du nouveau problème qui apparaît maintenant de façon claire. Si l'on pouvait, il n'y a pas si longtemps, préférer la vie contemplative à la vie active, et, au sein de la vie active, la pratique de la politique, des plaisirs, de l'œuvre ou de la culture au travail, c'est parce que chacune de ces formes de vie s'adossait à une tradition qui leur conférait objectivité, extériorité et neutralité. Et donc sens. Parce qu'elles participaient de cette neutralité objective, et donc de cette nécessité, elles représentaient autant de cristallisations de l'instance de la Loi qui permet aux hommes de se sentir sociaux, dépendants les uns des autres et donc libérés de l'indétermination de leur propre désir individuel. Or on le voit bien, aujourd'hui, il est à craindre que bientôt aucune de ces instances ne conserve une cohérence et une autoconsistance suffisantes pour permettre aux sujets individuels de s'affronter à une forme ou une autre d'objectivité et de trouver ainsi leur propre consistance particulière. Ni le monde de la culture et du savoir, et *a fortiori* du savoir scolaire, ni celui de l'art ou du politique, ni le monde associatif, ni même le monde de l'entre-soi et de la vie familiale, ultime contrepoids à l'ordre du travail, ne conservent assez de puissance pour incarner d'autres finalités que le travail et faire loi à leur façon. C'est ici que l'on rejoint sans doute les analyses de J. Marejko. Si le travail occupe de plus en plus le devant de la scène, quoiqu'il ne soit plus en rien

vénééré et qu'en théorie tout le monde aspire au temps libre, c'est parce qu'il est le seul lieu où subsiste une dimension de Loi. Une loi sans parole, vide de sens, formelle, quasiment mécanique, mais une forme de loi quand même. La dernière ?

QUE FAIRE ?

Difficile dans ces conditions de conclure. Et surtout par des considérations politiques et programmatiques générales. Ce qu'atteste l'ensemble de ce numéro, c'est que le statut du travail devient aujourd'hui de plus en plus impensable, que dans un univers de flexibilité, de mobilité et de précarité, aucune trajectoire ne ressemble plus à aucune autre. Tout propos, dès lors, toute proposition peut se voir aussitôt et valablement opposer un contre-exemple ou une contre-proposition. La norme de travail devient in-sensée, contre-productive ? Oui, mais face à une démobilisation corrélative, à une dégradation massive de l'éthique du travail bien fait, on ne saurait se borner à avaliser et à légitimer le coulage, le je-m'en-foutisme ou autres corporatismes qui laissent le petit nombre coopérer à la place du grand nombre. Nous le disons : il conviendrait de reprendre, à la lumière des évolutions récentes, l'examen des réformes de notre système économique et social défendues dans cette revue. Curieusement, il n'y aurait sans doute pas grand-chose à modifier quant aux mesures proposées par le MAUSS, même si l'argumentaire, lui, devrait s'adapter. Dans une situation de désarroi, où *plus personne ne sait définir ni le sens du travail ni celui du non-travail*, la seule ligne directrice qui s'impose encore de manière claire est la suivante : chacun, le plus possible, doit se voir doté des moyens effectifs d'arbitrer librement entre travail et non-travail, entre nécessité de se libérer *par le travail* et désir de se libérer *du travail*. Doivent donc être défendues toutes les mesures qui facilitent l'accroissement de cette liberté. Or que dire sinon 1) que la révolution du temps choisi reste à accomplir, 2) que rien n'est plus urgent que d'aider le secteur associatif à conquérir son autonomie par rapport au marché, à l'administration et aux partis politiques¹¹, 3) qu'il est de plus en plus nécessaire de pallier les défauts du RMI et de trancher dans la jungle indémêlable des *minima* sociaux en les rendant structurellement cumulables avec d'autres sources de revenu. Mais il ne faut pas se dissimuler que ces perspectives risquent de rester lettre morte, incapables d'alimenter à elles seules la vie hors travail ou l'éthique au travail si n'émergent pas de nouvelles logiques de solidarité ou, plus généralement, d'autres régulateurs symboliques, faisant loi, que le travail (ou la corruption et la délinquance, seules concurrentes effectives du travail aujourd'hui). Mais cela est une autre histoire.

11. Sur ce point, cf. J.-L. Laville, A. Caillé *et alii*, *Association, démocratie et société civile*, La Découverte/MAUSS, 2001.

Ne terminons pas cette présentation sans insister sur le fait que *La Revue du MAUSS* comporte une partie dossier et une partie revue. S'il faut le rappeler, c'est que nombre des lecteurs nous disent ne guère voir la différence entre ces parties, que nous allons désormais mieux signaler visuellement¹². La partie revue étant par nature très variée, il est vain de prétendre la présenter. Bornons-nous à signaler la reprise d'un important article de *Vincent Descombes*, difficilement trouvable, qui constitue à notre connaissance la meilleure critique logique des soubassements épistémologiques de l'individualisme méthodologique. Avec en contrepoint l'article de *Lucien Scubla*, qui soulève par ailleurs la question provocante et lancinante de savoir s'il s'est produit depuis cinquante ans des progrès théoriques effectifs en anthropologie en particulier et dans les sciences en général¹³. Ces deux textes constituent, sur ce thème si décisif pour les sciences sociales, un petit ensemble dont l'importance n'échappera à personne.

De même, le hasard des envois débouche sur un second ensemble cohérent constitué par les articles de *Judith Lazar* et *Michel Guillou*. Là où la première¹⁴ se demande si un certain nombre de pratiques courantes à l'université et dans les milieux de la recherche ne sont pas, à tout prendre, aussi violentes ou à tout le moins aussi « inciviles » que celles qu'on stigmatise dans les « banlieues ». Le second nous livre un pastiche impeccable des articles jargonnants et pédants qui pullulent dans les sciences sociales. Son texte mérite à coup sûr le diplôme d'article le plus drôle jamais publié dans le *Mauss* (et contrairement à ce qu'un vain peuple mal informé pourrait penser, il y en a pourtant eu quelques-uns qui n'étaient pas trop tristes). *Louis Maïtrier* enfin, dans un genre assez indéfinissable mais avec une argumentation limpide, en s'interrogeant sur « la production du beau », nous livre une superbe introduction à la sociologie.

12. En nous affranchissant désormais de la règle que nous nous étions fixée depuis les débuts de la formule semestrielle : alterner un numéro monothématique et un numéro plus ouvert. Il y aura désormais une partie « Libre revue » et une partie « Bibliothèque » dans chaque numéro.

13. La seconde partie de ce texte, plus spécifiquement consacrée à l'anthropologie, paraîtra dans le prochain numéro.

14. Qui vient de faire paraître sur un thème voisin *Les Secrets de famille de l'Université* aux éditions Les Empêcheurs de penser en rond.